

Le capitalisme ne se satisfait d'aucune victoire

Alexandre Lentz (Bruxelles)

Mecanopolis, juin 2010.

La certitude de détenir absolument tout ce qu'il y a à saisir en termes de vérité sur un sujet déterminé est aussi illusoire qu'arrogante, et l'orgueil qui en résulte forge une mentalité dont les raccourcis intellectuels simplistes qui la caractérisent ne peuvent séduire que les niais. Par leur propension excessive à estimer que ce qu'ils sont capables d'appréhender constitue une compréhension pertinente et suffisante de la réalité, ne peut-on légitimement craindre que le peu de réflexion auquel laisse place cette logique n'enferme ses victimes dans une prison dorée, une doctrine qui ne tolère aucune hésitation et au-delà de laquelle il n'y a, prétendument, qu'errances et mensonges ?

L'indifférence populaire s'explique par le fait que l'écrasante majorité des gens sont bien trop occupés par les vanités et les petites tracasseries de leur existence pour pouvoir ne serait-ce que témoigner de l'attention envers les problématiques les plus flagrantes de notre temps, qui sautent pourtant aux yeux de quiconque daigne les garder ouverts. Ces réalités suffisent à rendre profonde et permanente leur passivité à l'égard de toute activité dont les effets ne se font pas sentir directement sur leur seule personne. Comme le disait si justement Adam Smith (1723-1790), père de la science économique moderne, dans son livre « La théorie des sentiments moraux », « nous n'espérons d'autres avantages que d'être remarqués et considérés, rien que d'être regardés et considérés, rien que d'être regardés avec attention, avec sympathie et approbation. Il y va de notre vanité, non de nos aises ou de notre plaisir ». Une telle apathie envers toute problématique collective fait que, quand bien même la population dans sa plus vaste part aurait-elle connaissance de plusieurs faits révoltants, elle ne trouverait généralement aucune raison de s'en indigner. Aussi la propagande de notre société s'attache-t-elle à accentuer la propension innée du commun des mortels à obéir et à observer le conformisme, fut-ce-t-il aux dépens du bon sens ou de leurs propres intérêts. Il n'est ainsi pas rare de récolter des opinions soumises parmi les petites gens, qui auront tendance à s'indigner légitimement devant tel ou tel scandale de corruption d'homme politique, lequel, en plus d'être moralement réprimandable, constitue un détournement des revenus issus de leurs impôts, mais vous expliqueront souvent, paradoxalement, que ce n'est qu'une exception, un dérapage aléatoire et improbable d'un individu qui sera désormais écarté comme il se doit de tout poste d'influence. Il ne s'agirait que d'un fait isolé, si dérisoire qu'il ne ternirait en rien la réputation de leur société démocratique idéale, celle-ci ne souffrant, toujours selon eux, d'aucune problématique de plus grande envergure que ce genre d'événements malheureux mais peu fréquents. Comment une tache aussi insignifiante pourrait-elle salir une si belle façade ?

Selon la même optique contradictoire, ils seront assez prompts à admonester les délocalisations ou d'autres pratiques discutables d'une quelconque multinationale, mais vous diront qu'il est tout à fait normal qu'un certain PDG gagne bien plus d'argent par mois qu'ils n'en percevront au cours de l'entièreté de leur existence [1], car « ces personnes travaillent beaucoup et sont d'une intelligence comme d'un niveau d'instruction largement supérieurs à la moyenne », presque des demi-dieux sur Terre qu'il faut adorer sous peine d'être damné en somme. Nous avons donc là un exemple non exhaustif de résignation dangereuse ; au final, peu importera aux foules que des actes fortement répréhensibles soient commis pourvu que ceux qui en sont à l'origine incarnent une autorité qui se donne des apparences respectables. D'après les conclusions que Stanley Migram a tiré de sa fameuse expérience observant le rôle de la figure d'autorité sur les comportements de tout

un chacun, lorsque l'individu obéit, il délègue sa responsabilité à la personne qui symbolise l'autorité et passe dans une sorte d'état second qualifié d'« agentique » ; l'individu en question ne bénéficie plus de sa propre autonomie, et n'est plus que l'« agent exécutif d'une volonté étrangère » aussi longtemps que les représentants de l'autorité n'affichent pas de divergences de point de vue entre eux ou n'entrent pas en conflit avec le comportement de groupe, le conformisme, et continuent donc d'exercer un pouvoir cohérent [2].

Voilà qui soustrait aux attributs du peuple toute capacité de réflexion organisée et de responsabilité ; cela implique également que l'on ait tenu l'éminence grise du nazisme pour seule fautive des maux qu'elle a causés, plutôt que d'accuser les millions d'Allemands qui ont participé aux meurtres et aux exactions de la Seconde Guerre Mondiale de s'être rendus complices de ces atrocités en leur âme et conscience. Ce serait un non sens, car la foule, les phénomènes de masse, sont effectivement dans l'impossibilité de faire preuve d'une quelconque lueur de conscience. Edward Bernays [3] (1891-1995), neveu de Sigmund Freud émigré aux Etats-Unis, en sait quelque chose puisqu'il écrit dans son livre « Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie » ce que tout bon adepte des « relations publiques » doit savoir. « Les relations publiques » consistent à manipuler les nouvelles, les médias, l'opinion, et à pratiquer à large échelle l'interprétation partisane des faits.

Ces quelques phrases donneront un aperçu de ce dont Bernays se fait l'adepte complaisant : « De nos jours, la propagande intervient nécessairement dans tout ce qui a un peu d'importance sur le plan social, que ce soit dans le domaine de la politique ou de la finance, de l'industrie, de l'agriculture, de la charité ou de l'enseignement. [...] La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays. [...] D'où, naturellement, la question suivante : si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elles s'en rendent compte ? » Il adhère à la vision d'une part importante des théoriciens des sciences sociales naissantes comme quoi la masse est incapable de juger correctement les problématiques collectives et que les individus qui la composent sont inaptes à exercer le rôle de citoyen en puissance qu'une démocratie exige de chacun d'eux : bref, que le public, au fond, constitue pour la gouvernance de la société un obstacle à contourner et une menace à écarter. La propagande produit ses résultats en abusant des apparences, des clichés, des slogans [4]. La vie et l'œuvre de Bernays constituent un très précieux témoignage des immenses efforts accomplis par l'élite pour limiter le développement de la conscience sociale et des raisons pour lesquelles ces efforts ont été – et restent toujours – indispensables aux yeux de cette élite [5].

Cette machination perverse travaille à créer le consentement populaire : de fait, les conclusions auxquelles parviendront les gens ne seront pas souvent les leurs, car les éléments qui bâtissent leurs schémas de pensée auront été insufflés subtilement dans leur inconscient par les propagandes de masse [6]. Comme il n'est pas dans les habitudes de ceux qui constituent les foules de se construire une pensée et une conscience solides, les stéréotypes ingérés de manière subliminale s'exprimeront au travers des paroles et actions chaotiques de leurs personnes sans réelle résistance. Certes, si tout le monde devait se contenter de ce qui suffit au plus grand nombre, l'humanité serait toujours réduite à manger de la bouillasse de limaces écrasées dans des cavernes humides et obscures. Les progrès de notre espèce ont été réalisés dans les domaines les plus divers par des petits groupes de personnes hors du commun ; scientifiques aux éclairs de génie fulgurants, philosophes d'une lucidité incomparable, entrepreneurs ingénieux et innovateurs, et tant d'autres encore.

Le gros du troupeau n'a fait que suivre les chemins que traçaient des bergers qui

leur promettaient, avec ou sans honnêteté, de plus gras pâturages. Au cours de leurs pérégrinations, ces moutons aveugles, gangrenés par l'égoïsme, l'inconstance et l'arrogance sont tombés dans bien des pièges. Les maîtres du III^e Reich comme les résidents du Kremlin soviétique prétendaient faire preuve d'un ascétisme dévoué au bien le plus exalté de leur peuple ; nous avons eu connaissance des résultats. Ce qui est moins évident est de comprendre que nos sociétés dites démocratiques n'échappent pas aux mécanismes du mensonge et de la domination universels et intemporels : pourquoi ne subiraient-elles pas les mêmes pressions cruciales que n'importe quel autre régime et s'inscriraient-elles au-delà du cycle infernal de la barbarie historique ? Pour la seule raison caricaturale qu'un jour, quelques braves gens ont déclaré que désormais, tout serait beau dans le monde de la démocratie ? Absurde. Notre système n'a de démocratique que l'apparence et cela suffit à convaincre les masses de son bien fondé, car leur absence de faculté de penser ne les fait jamais hésiter [7 et 8]. Qu'en est-il des stéréotypes de l'élite ? Ils ne sont ni très différents, ni moins dangereux.

Les élites tant politiques qu'économiques détenant une influence significative seraient frustrées par un système réellement démocratique à cause de la lente marche des processus de décisions à laquelle il contraindrait d'un côté, et par le fait que les attentes du peuple coïncident rarement avec les leurs de l'autre. Ils voudront donc exercer leur pouvoir de manière plus arbitraire, opaque et expéditive. Cette situation résulte en une application de stratégie des chaînes : là où l'autorité officielle est trop entravée par des formalités contraignantes, le véritable centre de décision migre vers une autre autorité, officieuse et plus dynamique. Ce ne sont alors plus ceux qui ont le plus de droits qui détiennent le pouvoir, mais ceux qui ont le plus de moyens, financiers entre autres. La démocratie telle que notre système le conçoit fragmente le pouvoir politique, mais laisse intact le pouvoir économique. Elle permet donc tout à fait cette dérive, car elle n'empêche pas l'apparition d'une dictature financière, une ploutocratie, qui résulte de la concentration massive de richesses par une poignée de personnes. Qu'on le veuille ou non, une seule autorité dominante finira toujours par surpasser en influence toutes les autres formes de gouvernance qui sont instituées par les lois, car les règles de la jungle qu'est notre monde veulent que la force prime sur le droit. Comme l'écrasante majorité des hommes politiques et autres parlementaires sont issus de la haute classe moyenne ou de la classe aisée, ils n'auront pas trop à se plaindre de la collusion d'intérêts entre le politique et l'économique qui résulte de cette situation [9].

L'argent n'est-il pas la principale valeur sur laquelle reposent tous les mécanismes vitaux de notre système ? Que valent les plus grandes valeurs déclarées par nos pays démocratiques en comparaison, et qui s'acharnera à les défendre plutôt que de s'enrichir personnellement ? Aussi nos hommes politiques dépendent-ils des exigences de la ploutocratie, car ce serait non seulement leur propre ruine, mais surtout celle du pays qu'ils gouvernent s'ils venaient à fâcher l'une ou l'autre grosse fortune précédemment amicale et que celle-ci leur retirait son soutien financier ou le bénéfice de ses capitaux. Une telle interdépendance n'est évidemment pas l'exclusivité de nos pays occidentaux ; elle affecte par le même rapport de collusion tout endroit du globe et toute époque où le pouvoir politique a cédé aux pressions des groupes d'intérêts hautement économiques et financiers et s'est alors fait devancer par ces derniers. Il en va ainsi dans nos sociétés : une allégeance certaine est déclarée avec solennité aux institutions bancaires, aux fonds spéculatifs, aux entreprises, aux assurances, aux industries, et à tant d'autres représentants des principes capitalistes et libéraux dont se targue notre système avec tant de fierté. Il serait donc irréaliste de penser qu'un seul homme, en sa qualité de dirigeant, pourra jamais mener une politique entièrement indépendante de toute influence interne ou extérieure à sa nation [10].

Le capitalisme effréné ne se satisfait cependant d'aucune victoire, et n'a de cesse d'abattre d'autres barrières gênant son expansion. Sa soif d'hégémonie oblige les États qui lui ont ouvert ses portes à faire de plus en plus de concessions ; au final,

ils se retrouvent réduits à tenir davantage le rôle d'État policier que celui d'État providence car leur marge d'action est de plus en plus restreinte. Cette transformation progressive et déjà bien entamée trouve ses causes dans la réduction du budget des services sociaux qui est effectuée pour soulager une partie du poids de la dette et dans le fait que les ploutocrates, qui s'avèrent de plus en plus capables de dicter leur parole, considèrent l'État comme un simple gardien de l'ordre social et de la sécurité des transactions financières sans qu'il n'ait à intervenir dans celles-ci. Si le principe du « tout pour l'État » est typiquement fasciste, le « rien pour l'État » n'est pas moins caractéristique du fascisme financier.

Cette certitude de n'avoir d'autre devoir que de canaliser les appétits destructeurs de foules instables pour pouvoir ensuite s'élancer vers une recherche frénétique et permanente du profit plutôt que d'utiliser les richesses du pays pour guider la population vers de meilleures conditions de vie, tant sur le plan matériel que psychologique, est la principale errance de l'élite occidentale. Par quoi la justifie-t-elle ? Par sa prétendue supériorité naturelle.

James Madison (1752-1836), quatrième président des États-Unis d'Amérique de 1809 à 1817, assurait que « le véritable pouvoir, celui que procure la richesse de la nation », doit demeurer entre les mains des « êtres les plus capables » et que la première et principale responsabilité du gouvernement est de « maintenir la minorité fortunée à l'abri de la majorité ». De fait, il s'agit, selon Walter Lippmann (1889 – 1974), influent journaliste américain ayant popularisé le terme de « guerre froide », qu'il employa pour la première fois en 1947, et l'expression « fabrique du consentement », de faire en sorte que la masse se contente de choisir, parmi les membres des « classes spécialisées », les « hommes responsables » auxquels il reviendra de protéger la richesse de la nation. Pour la limiter à ce rôle, il sera nécessaire d'opérer ce que Lippmann décrit comme « une révolution dans la pratique de la démocratie », à savoir la manipulation de l'opinion et la « fabrication des consentements », indispensables moyens de gouvernement du peuple. « Le public doit être mis à sa place, écrit Lippmann, afin que les hommes responsables puissent vivre sans craindre d'être piétinés ou encornés par le troupeau de bêtes sauvages. » [11]

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour remarquer que l'accroissement des richesses d'un pays par sa croissance profite rarement à l'ensemble de sa société par un quelconque mécanisme de redistribution. Les grandes révolutions de l'Histoire, même celle de 1689 en Angleterre et de 1789 en France, ont été font faites par le haut et pour le haut de la société. Si les revendications des vainqueurs concernèrent essentiellement la promotion du libéralisme, le respect des droits individuels, et l'extension de l'autorité d'un Parlement dont les membres étaient naturellement acquis à leur idéologie, c'est parce que, derrière leurs apparences philanthropes, ces valeurs servaient avant tout à assurer les intérêts des plus aisés, à abattre des barrières à l'accroissement de leur patrimoine et à fortifier, de fait, un capitalisme dont les maîtres à penser commençaient à en établir une doctrine officielle. En effet, dans des régimes où les lois julaient encore moins les rapports de force que maintenant, on comprend que de telles prérogatives ne pouvaient profiter qu'à ceux qui avaient à la fois l'utilité et la possibilité de défendre ces droits. C'est l'apparition de la mouvance socialiste, et elle seule, née de l'indignation qu'inspirait la misère ouvrière du XIXe siècle, qui a travaillé à faire valoir les droits du peuple et a forcé, tant elle avait pris de l'ampleur, les dirigeants de l'époque à concéder, à contrecœur, les premiers services sociaux.

Ce n'est certainement pas l'idéologie néolibérale que nous connaissons qui va œuvrer à fortifier la démocratie et à solidifier les programmes sociaux, au contraire ; cela fait plus de trente ans déjà qu'elle s'attache à détruire l'une et l'autre. Dans leur quête impérialiste, les véritables bâtisseurs de la politique américaine n'auront de cesse d'excéder les limites du raisonnable pour atteindre l'absolu [12], le ralliement de tous les pays aux dogmes américains par l'hégémonie mondiale de cooptation que les plus influents politologues du monde

désirent tant, et qui est, d'ores et déjà, presque une réalité [13, 14 et 15]. Ce qui n'est pas immédiatement flagrant lorsque l'on observe les rouages de notre système est que ses principaux acteurs poursuivent les mêmes intérêts ; les multinationales, qui détiennent désormais une puissance tout à fait démesurée [16 et 17] financent, pour certaines d'entre elles, des groupes de réflexion comme le « Council on Foreign Relations » [18] qui rassemblent la crème de l'élite du pays ; les meilleurs membres issus du milieu des affaires, du journalisme, de l'économie et de la politique, tous partis confondus, pour un total de 5 000 personnes. Face à cette concentration arbitraire du pouvoir, on comprend que la démocratie n'existe qu'à condition que l'on vote comme le désirent ceux qui se situent au sommet de la hiérarchie ; cela consiste en un système de liberté soigneusement dirigée.

Il résulte de tout cela que, si nous sortons de la bulle de béatitude qu'entretient tant la médiocrité de nos penchants primitifs que la propagande sciemment exercée par l'élite, nous serons confrontés aux affres insoupçonnées d'un monde dont la réalité briserait nos illusions les plus candides [19, 20 et 21]. Il n'est effectivement pas nécessaire de porter une attention extraordinaire à ce qui se passe actuellement dans notre communauté euro-américaine pour se rendre compte que les droits y régressent bien plus qu'ils ne progressent. Non seulement les possibilités de maintenir les actuels niveaux européens de services sociaux deviennent de plus en plus incertaines pour des États criblés de dettes et de déficits, mais de surcroît, la propension politique du moment est d'ôter jusqu'aux rares référendums qui permettaient encore à la population de faire valoir significativement sa voix à la vigilance de tout un chacun. Le pire et le plus inquiétant, à la rigueur, est que tout cela suscite bien peu de réactions. Sans doute le peuple comme l'élite s'obstinent-ils trop à agir sans daigner remettre en question leurs schémas de pensée limités, et pêchent par manque d'hésitation.

Une constante demeure en notre monde, quels que soient l'époque et le système : une minorité peu scrupuleuse exploite sans vergogne les masses qui se situent à un niveau social inférieur au leur. Une autorité s'impose et aspire à l'orientation arbitraire du labeur de ceux qu'elle considère désormais comme ses sujets. Plus les inégalités entre les diverses factions de la hiérarchie seront profondes, plus la fonction prédéterminée de chaque classe sociale sera justifiée. Les dirigeants ne manqueront pas de rappeler Ô combien leurs actions sont éclairées et à quel point ils méritent par conséquent les privilèges qu'ils détiennent ; aussi ne manqueront-ils jamais une occasion, fondée ou non, de le démontrer. Ils prétendront également que chacune de leurs pensées, que la moindre de leurs décisions a pour seul objectif d'atteindre une plus vaste réalisation de la démocratie ou d'obtenir un respect magnifié des droits de l'homme, et que les pouvoirs qu'ils utilisent ne sont qu'un moyen visant cet unique but plutôt qu'une façon de servir leurs intérêts personnels.

Les événements montreront à tout observateur capable de voir la réalité telle qu'elle l'est que cette affirmation est non seulement mensongère, mais que la situation qu'ils engendreront se situera, qui plus est, aux antipodes de ce qu'ils étaient censés accomplir, donnant ainsi raison à cet axiome d'Aldous Huxley (1894 – 1963), écrivain britannique : « L'idéalisme est la noble toge dont les hommes politiques drapent leur volonté de puissance ». Comme l'exprimait Noam Chomsky, philosophe et linguiste américain, lorsqu'il a dit : « La propagande est à la démocratie ce que la violence est à l'État totalitaire », là où l'on contraignait autrefois les foules à agir de la façon choisie par le pouvoir en place en usant de la coercition, la dictature subtile dans laquelle nous vivons sait que seule une minorité d'individus inoffensifs est capable de voir au-delà des apparences parmi la population. Ceux qui afficheront trop de désaccords avec leur système seront automatiquement condamnés à l'exclusion sociale, ce qui fera taire leur voix, et ira peut-être jusqu'à les mener à la déprime ou au suicide. Est-ce là la preuve de l'incommensurable sagesse que nos élites prétendent détenir ? Tant de guerres et de sacrifices au cours de l'histoire européenne pour en arriver là ?

Notes :

[1] : Alors que l'on demande au citoyen ordinaire de travailler plus pour un salaire qui s'amoinde mais qu'il doit accepter sous la menace permanente d'une « restructuration » ou d'une « délocalisation », les entreprises engrangent des bénéfices record. Le bénéfice net totalisé par les 40 plus grandes entreprises françaises a été de 57 milliards d'euros en 2004. Les dirigeants de ces entreprises s'octroient même des augmentations ; la moyenne de leurs salaires est pourtant déjà 500 fois supérieure au salaire moyen de leurs employés. De fait, ils gagnent par mois ce que le salaire moyen mettrait des siècles à récolter. En 2003, le PDG de L'Oréal, Lindsay Owen-Jones, gagnait 6 570 000 euros par an, tandis qu'Edouard Michelin percevait 4 260 000 euros annuellement. Source : « La fin programmée de la démocratie », <http://www.syti.net/Topics2.html>

[2] : Le bilan de l'expérience de Milgram est le suivant : sur les 40 sujets qui ont participé à l'étude, dont le propos était soi-disant de constater l'impact bénéfique de la douleur sur les facultés d'apprentissage d'un élève, 62,5% d'entre eux menèrent l'expérience à terme en faisant subir à trois reprises les décharges électriques maximales et théoriquement mortelles de 450 volts à leur victime, qui était en fait un acteur simulant la douleur, sans savoir pour autant que les chocs infligés étaient fictifs et n'occasionnaient donc aucune souffrance. Globalement, la moyenne de l'intensité à laquelle s'arrêtent les volontaires est de 360 volts et tous les participants atteignirent le pallier des 135 volts. Le rapport ingrat de maître au presque esclave n'est cependant pas une exclusivité de notre époque, mais a toujours prévalu au cours du temps.

[3] : Conseiller pour de grandes compagnies américaines, Bernays a mis au point les techniques publicitaires modernes. Au début des années 1950, il orchestra des campagnes de déstabilisation politique en Amérique latine, qui accompagnèrent notamment le renversement du gouvernement du Guatemala, main dans la main avec la CIA. Un des premiers gestes de Jacobo Arbenz pour moderniser l'économie de son pays fut la réappropriation, avec compensation, de terres appartenant à la United Fruit Company mais qu'elle n'utilisait pas. La compagnie entreprend alors une vaste campagne de relations publiques pour les besoins de laquelle elle embauche Bernays. De ce mensonge et cette manipulation résultera une vaste opération de la CIA qui mettra au pouvoir l'homme qu'elle a choisi, le général Castillo Armas. Ce coup d'État marque le début d'un bain de sang qui fit plus de 100 000 morts dans ce pays au cours des cinq décennies qui suivirent. Source : « Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie ».

[4] : Par exemple, les noms des organismes créés pour servir d'intermédiaire entre une cause et le public occultent voire contredisent la véritable nature. C'est le cas de l'« Oregonians for Food and Shelter » : qui pourrait objecter à la défense des sans-abri et à ce que soit satisfait le besoin primaire de manger à sa faim ? En réalité, pourtant, cet organisme est surtout préoccupé par les limitations que l'on veut apporter à l'utilisation de produits chimiques en agriculture. Ce sont d'ailleurs des entreprises fabriquant de tels produits qui financent ce groupe (Chevron Chemical, DuPont, Western Agricultural Chemicals Association, etc.). Cette stratégie, qui consiste à dissimuler la réalité derrière des apparences, peut s'appliquer à n'importe quelle chose : justification d'une guerre pour « préserver la démocratie et la sécurité nationale », prétendues « aides au Tiers-Monde » qui ne sont, en fait, que des prêts auxquels sont associés de lourds intérêts, voire des conditions néfastes à l'économie du pays receveur, etc. Source : « Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie ».

[5] : En 1990, Stuart Ewen rencontre Bernays. Celui-ci lui fait notamment part d'une anecdote concernant son ancien chauffeur de taxi, Dumb Jack. Levé à cinq heures, Dumb Jack véhiculait toute la journée et jusqu'au soir Bernays, son épouse et leurs enfants. Il s'endormait souvent la tête entre les mains à la table du repas du soir, avant de manger et d'aller se coucher. Dumb Jack touchait 25 dollars par

semaine et avait droit à un demi-jeudi toutes les deux semaines. « Pas une mauvaise affaire du tout », dit Bernays, avant de conclure, un brin de nostalgie dans la voix : « Mais c'était avant que les gens n'acquissent une conscience sociale. » Source : « Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie ».

[6] : Une analyse par ordinateur des commentaires du Président Bush, après le 11 septembre, montre qu'à la mi-février 2003 – soit sur une période de quinze mois – il avait utilisé dans ses interventions publiques une variante ou une autre de la phrase manichéenne « qui n'est pas avec nous est contre nous » (une formule d'ailleurs popularisée par Lénine) pas moins de 99 fois. Les Américains étaient désormais exhortés à défendre rien de moins que la civilisation elle-même contre la menace apocalyptique posée par le terrorisme mondial. Dans les quinze mois suivant le 11 septembre, Bush a fait référence 224 fois aux « tueurs », 53 fois aux « meurtriers », etc., sans jamais spécifier leur identité. Il a aussi déclaré: « Ils haïssent les choses, nous aimons les choses » (le 29 août 2002). Le ministre de la Justice a, de son côté, renchéri, déclarant, par exemple: « Un mal calculé, malfaisant et dévastateur s'est levé dans notre monde » (Robert F. Worth, « Truth, right and the american way », New York Times, 24 février 2002), sans identifier non plus de source à la menace.

[7] Le cas du passage en force du traité de Lisbonne est un exemple parmi d'autres de violence psychologique tout à fait antidémocratique : les responsables politiques des pays membres de l'Union européenne comme ceux qui étaient à la tête des institutions de celle-ci ont tout simplement fait abstraction de l'opinion qu'avaient les peuples européens du traité, à l'exception des Irlandais qui ont bénéficié d'un referendum. Le vote négatif des Français et des Hollandais à l'égard du traité de Rome, qui entretenait de fortes ressemblances avec celui de Lisbonne, n'a pas eu d'influence. On n'a eu cure de sonder à nouveau leur opinion lorsqu'il a été question de faire entrer ce dernier en vigueur. Seuls les Irlandais ont été sondés, et ont eux aussi rejeté la requête une première fois. Cela n'a pas plu à l'intelligentsia européenne, ni aux lourds intérêts financiers qui encourageaient ce projet. Les dégâts d'une crise économique et quelques coups de propagande plus tard, la réponse à un second vote qui n'avait normalement pas lieu d'être fut positive. Sans doute les Irlandais étaient-ils enthousiasmés par les aides financières de l'Union européenne, apeurés par les conséquences probables qu'aurait eu un second « non » en ces circonstances, et distraits autant qu'épuisés par les événements.

[8] : L'USA PATRIOT Act : Sous le prétexte de participation à la lutte anti-terroriste, le FBI se voit attribuer le pouvoir d'espionner les associations politiques et religieuses sans que celles-ci soient suspectées d'activités criminelles. Il peut faire procéder à des perquisitions et saisir les documents et effets possédés par des citoyens. Sans devoir se justifier, il peut faire emprisonner quiconque, y compris des citoyens, ce indéfiniment et sans procès, sans que ces personnes soient accusées, ni qu'elles puissent être confrontées à celles qui auraient déposé contre elles, de même qu'elles pourraient être torturées physiquement et psychologiquement impunément. Le FBI ni la CIA ne sont pas contraints de répondre de leurs actions devant les élus. Il met en avant une définition du « terrorisme interne » tellement vague qu'elle permettrait d'y inclure toute personne manifestant une opposition envers le gouvernement.

[9] : « Le Congrès serait bien en peine de poser les fondations de la politique étrangère des États-Unis, d'autant plus qu'il est le champ d'affrontement d'intérêts divergents, portés par des groupes de pression industriels ou ethniques les plus variés. Seul l'exécutif, avec son organisation hiérarchique soumise, en dernier recours, au président, est adapté à la tâche, et dans l'intérêt de la sécurité nationale il se doit de l'assumer. Le risque existe que la représentation nationale joue le rôle d'une simple chambre d'enregistrement des décisions stratégiques qui lui sont soumises sans débat. » « Le vrai choix : Domination globale ou gestion globale », 2004, Zbigniew Brzezinski, politologue américain né en 1928.

[10] : À l'exception d'une réforme de la santé réussie, qui n'est cependant pas sans intérêts économiques du fait des millions de nouveaux clients dont l'industrie de la santé va profiter aux dépens des compagnies d'assurance, les espoirs que beaucoup ont placés en Obama se sont révélés désespérément illusoire. Le président a signé une extension du liberticide Patriot Act le 27 février 2010, et défend désormais le néolibéral Accord de Libre Échange Nord Américain (ALENA) qui fait l'objet de vives critiques sur le continent Nord-américain et qu'il avait promis d'abolir. Il poursuit les « signing statements », qui permettent d'introduire une loi de facto sans demander l'avis du Congrès, le Parlement américain, et qui avaient largement été utilisés par Bush. Il avait promis de laisser un délai de 5 jours au public pour qu'il puisse lire les lois soumises au Congrès ; en réalité, les membres du Congrès eux-mêmes n'ont pas souvent eu l'occasion de lire les moindres petites clauses de plusieurs textes importants de plus de 1 000 pages qui ont été soumis à leur attention à la dernière minute. Bref, Obama ne crée et ne créera aucune rupture avec l'empire financier. Source : <http://www.washingtontimes.com/news/2010/feb/27/obama-signs-one-year-extension-patriot-act/>

[11] : Influence idéologique : Dans la pensée de Léo Strauss (1899-1973), Dieu n'existe pas et l'homme n'est rien. Les concepts de moralité, de bien et de mal, ne sont que des billevesées. Seuls quelques hommes rares et supérieurs sont en mesure de s'affranchir de ces contraintes. En revanche, la masse que Nietzsche appelait « le troupeau » ou encore « les esclaves » n'est pas assez forte pour se passer de tous ces codes. Ce que Strauss appelle « le philosophe » doit fournir du foin à la multitude. Malgré ce décalage entre l'élite et la masse, ces croyances diverses insufflées aux populations sont des « mensonges nobles » selon le modèle straussien, sans aucune référence à la charité ou à la bonté permettant de mener les hommes vers des buts définis par « le philosophe ». Une morale est donc affichée, mais la réalité est une agapè inversée sur le plan des valeurs. L'influence déterminante de Léo Strauss a marqué les esprits des néo-conservateurs américains. En effet, il a formé des esprits et fait des émules. Aux États-Unis, des esprits, qui se trouvent désormais à la tête du pays dans les domaines politiques, militaires et juridiques, ont été façonnés par la pensée straussienne. L'administration Bush en était elle-même une création.

[12] : Le rapport très officiel paru en septembre 2000, publié par le PNAC, portant sur la stratégie militaire du pays à promouvoir, nommé « Rebuilding America's Defenses », nous fait part de cette phrase parmi d'autres qui sont d'une portée tout aussi inquiétante : « De plus, le processus de transformation (les objectifs géopolitiques américains assurant sa suprématie), même s'il apportera un changement révolutionnaire, sera probablement long en l'absence d'un événement catastrophique et catalyseur – comme un nouveau Pearl Harbor ». Un an plus tard ont eu lieu les attentats du 11 septembre 2001, ce qui mène à se poser de sérieuses questions sur les réels instigateurs de cette attaque. Le « Project for a New American Century » (PNAC) est un groupe de réflexion créé en 1997 dont un nombre imposant de membres sont devenus plus tard le noyau de l'administration de George W. Bush. Parmi beaucoup d'autres puissants, mais dont les noms sont moins connus, la liste comprend : Jeb Bush, Dick Cheney, I. Lewis Libby, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz. Leur objectif déclaré est d'utiliser une énorme expansion militaire étasunienne dans le plan de « domination mondiale des États-Unis. »

[13] : « La prépondérance américaine mondiale est vouée à disparaître. Ce qui pose une question cruciale: par quoi sera-t-elle remplacée ? Une fin brutale ouvrirait à l'évidence une période de chaos et d'anarchie internationale, ponctuée d'éruptions dévastatrices. Un déclin progressif incontrôlé aurait des effets similaires sur une période prolongée. Une dévolution de pouvoir maîtrisée et graduelle pourrait, en revanche, favoriser l'émergence d'une communauté internationale d'intérêts partagés, obéissant à des règles plus formalisées, et dans laquelle des accords supranationaux tendraient à assumer certaines des fonctions spéciales de

sécurité assumées, de tradition, par les États-nations. Quoi qu'il en soit, la fin éventuelle de l'hégémonie américaine ne conduira pas à la redistribution d'un pouvoir multipolaire entre les grandes puissances qui ont dominé les affaires internationales au cours des deux derniers siècles. [...] Il manquerait encore à celle-ci la cohésion, la vigueur et l'énergie nécessaires pour renverser l'Amérique de son piédestal et garantir la stabilité internationale. Il va d'ailleurs de soi que plusieurs de ces pays choisiraient l'alignement sur les États-Unis en cas de crise. De fait, aux premiers signes d'un déclin, les efforts se multiplieraient pour rétablir le leadership américain. Plus important, le ressentiment partagé à l'égard de l'hégémonie américaine ne saurait annihiler les conflits d'intérêt entre États. [...] Une communauté mondiale d'intérêts partagés ne doit pas être confondue avec l'idée d'un gouvernement mondial. À ce stade de l'histoire, rien ne permet de mettre sur pied ce dernier. L'Amérique – à juste titre – n'est pas prête à céder sa souveraineté à une autorité supranationale, dans un monde dénué du consensus minimal nécessaire à la naissance d'un tel gouvernement. La seule forme de « gouvernement mondial » envisageable à ce jour serait une dictature mondiale américaine – construction par essence instable et vouée à l'écroulement. On peut voir dans la notion de gouvernement mondial un doux rêve ou un cauchemar, mais sûrement pas une perspective crédible pour encore quelques générations. » « Le vrai choix : Domination globale ou gestion globale », 2004, Zbigniew Brzezinski, politologue américain né en 1928.

[14] : « Sans l'Europe, l'Amérique conserve sa prépondérance mais ne jouit pas de l'omnipotence mondiale; sans l'Amérique, l'Europe conserve sa richesse mais souffre d'impuissance. [...] Seule la collaboration des deux rives de l'Atlantique peut permettre de définir une orientation véritablement mondiale, susceptible d'améliorer la situation internationale actuelle. [...] En outre, l'unification progressive de l'Europe ne menace en rien l'Amérique; elle ne peut qu'en tirer avantage en renforçant le poids de la communauté atlantique. [...] » « Le vrai choix : Domination globale ou gestion globale », 2004, Zbigniew Brzezinski, politologue américain né en 1928.

[15] : « Quelques-uns croient même que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des États-Unis, caractérisant ma famille et moi en tant qu'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique – un seul monde si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être. » David Rockefeller, né en 1915, milliardaire dirigeant l'empire de sa famille et ancien président de la Chase Manhattan Bank, dans ses « Mémoires », page 405

[16] : Au début des années 1980, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), on comptait 7 000 multinationales. En 2002, elles étaient 64 000, contrôlaient 870 000 filiales, employaient 54 millions de personnes et représentaient 70 % des flux commerciaux mondiaux. De même, investissements directs à l'étranger sont passés de 1 600 milliards de dollars en 1990 à 6 600 milliards en 2001. Certaines firmes sont désormais considérées comme étant comparable à des États. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en 1999, le chiffre d'affaires de la société américaine Ford équivalait au PIB de la Norvège, et celui des sociétés japonaises Mitsui et Mitsubishi équivalaient respectivement au PIB de l'Arabie saoudite et de la Pologne. À cette époque, sur les 100 premiers acteurs économiques mondiaux, 55 étaient des multinationales.

[17] : Aux États-Unis, 1% de la population a retrouvé leur poids du début du XXe siècle: ils gagnent plus de 16% du revenu national, contre 7% après-guerre. Le Financial Times cite une étude: les grands établissements financiers ont accumulé presque 100 milliards de revenus pour 4000 milliards de pertes laissés à la communauté. Dans les années 50, Renault fabriquait 80% de la voiture qui était livrée au concessionnaire. Aujourd'hui, elle n'en fabrique plus que 20% : le reste

est issu des délocalisations. John Pierpont Morgan disait en son temps qu'une entreprise où le PDG gagne plus de vingt fois le salaire de ses employés ne peut pas bien fonctionner. Source : « La prospérité du vice », Daniel Cohen

[18] : <http://www.cfr.org/>

[19] : Henry Kissinger (né le 27 mai 1923 en Allemagne) est un diplomate américain. D'abord conseiller à la sécurité nationale américaine, il reçoit le Prix Nobel de la paix en 1973 alors qu'il est secrétaire d'État du gouvernement républicain de Richard Nixon, poste qu'il occupe ensuite sous Gerald Ford. La justice de nombreux pays souhaite aujourd'hui l'interroger et il limite pour ces raisons ses voyages à l'étranger. Citations : « Le pouvoir est le plus puissant des aphrodisiaques. » (The Guardian – 28 Novembre 1976), « Nous procédons à l'illégal sur le champ, l'anticonstitutionnel prend un petit peu plus de temps. » (New York Times – Octobre 28 1973), « Les États-Unis n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. ». « S'il est une chose que tous les hommes ont en commun, c'est la peur de l'inconnu. Lorsque, considérés à l'intérieur d'un tel scénario, les droits individuels sont volontairement abandonnés pour la garantie de bien-être qui sera apporté sur un plateau par leur gouvernement mondial. » Evian, France, 21 mai 1992. « C'est peut-être un fils de pute, mais c'est notre fils de pute », à propos du président indonésien Suharto, responsable de 200 000 morts causés par l'annexion du Timor Oriental. (Yemen Times)

[20] : Selon des chiffres de l'Organisation Internationale du Travail, près de 3 milliards de personnes dans le monde vivent avec moins de 2 dollars par jour. « L'écart de revenus » entre les 20 pour cent les plus riches et les 20 pour cent les plus pauvres de la population mondiale ne cesse de se creuser. En 1960, l'écart était de 1 à 30. En 1999, il avait atteint 1 à 74. Même dans les 20 pays les plus industrialisés, plus de 10 pour cent de la population vivent au-dessous d'un seuil de pauvreté établi à moins de 50 pour cent du revenu médian. Source : Organisation Internationale du Travail, http://www.ilo.org/wow/Articles/lang-fr/WCMS_081474/index.htm). Les États-Unis représentent 6% de la population mondiale mais consomment 25% des richesses de la planète. Les Américains consomment, par tête, cinq fois plus d'énergie que les autres habitants de la planète ; ce sont les plus gros producteurs de produits alimentaires, les principaux fournisseurs de haute technologie. Source : L'organisation de l'espace mondial. Ragnard Lycées Paris, 1994. Selon des statistiques des Nations unies, alors que le PNB mondial augmentait de 40% entre 1970 et 1985, la pauvreté progressait de 17% : de même, le PIB des dix pays les plus riches du monde a doublé entre 1985 et 1995, tandis que le PIB des dix pays les plus pauvres est tombé de 30%. Dans la même période, la distance entre le pays le plus riche du monde et le plus pauvre a été augmentée de 70 fois à 430 fois alors que 34.000 enfants meurent chaque jour de faim ou de maladies évitables.

[21] : Bruce de Palma, comme bien d'autres inventeurs, a conçu une machine à énergie libre qu'il s'est vu confisquer par les autorités officielles parce qu'il s'en servait pour alimenter en énergie électrique toute sa maison gratuitement. Interdiction lui a été faite d'en reconstruire une. La découverte du physicien vient d'une simple expérience : il fit tourner un roulement à billes à très grande vitesse, les lança en l'air et prit toute une série de photos en accéléré. Il découvrit qu'elles étaient montées plus haut et retombées plus vite que des roulements à billes qu'on n'avait pas fait tourner avant de lancer. De Palma finit par s'apercevoir qu'un objet puisait de l'énergie dans l'espace en tournant. Après de nombreuses recherches, il conçut une machine appelée N-Machine, utilisant des aimants super-puissants pour obtenir de l'électricité. Des tests en 1980 ont montré que le générateur produisait plus d'énergie qu'il n'en consommait. Source : www.infomysteres.com/fichiers/energies_alternatives.pdf